

Les locaux d'injection (comme, ici, le Cactus de Bienne) ont revu leurs politiques: leur limite d'accueil a par exemple été revue à la baisse. (STEFAN MEYER/KEYSTONE)

Vivre sa dépendance à l'heure du confinement

STUPÉFIANTS La pandémie impacte le quotidien de tous. Pour les personnes dépendantes, la situation peut être délicate. Si, pour l'heure, le marché de la drogue est alimenté, la rupture de stock et les conséquences qui en découlent pourrait devenir réalité, dans les semaines à venir

GRÉGOIRE BAUR

@GregBaur

«Si cette situation s'était déroulée il y a une dizaine d'années, j'ose à peine imaginer comment j'aurais fait mais ça aurait été terrible, c'est sûr.» En ces temps, où les autorités demandent de rester, au maximum, confinés, Martine se remémore ses années de dépendance à l'alcool. Et ne peut s'empêcher de penser aux personnes qui se retrouvent, aujourd'hui, confrontées aux démons qu'elle a affrontés il y a une décennie. Pour leur apporter son soutien, elle n'a pas hésité à leur transmettre un message via les réseaux sociaux.

Au bout du fil Martine peine à trouver ses mots. Elle est troublée. Bouleversée. L'annonce du Conseil fédéral de fermer l'ensemble des cafés et des restaurants du pays, intervenue il v a bientôt deux semaines. l'a sonnée. «Je me suis pris une gifle quand la Confédération a décidé de fermer les bistrots», raconte-t-elle. C'est cette décision qui a replongé cette Valaisanne dans le passé, au temps où elle avait besoin de «deux ou trois grosses alcoolisations par semaine». Mais jamais chez elle. Martine vivait sa dépendance en dehors de son domicile, notamment dans des établissements publics. «Dehors, il y a du monde. On trouve toujours des gens avec qui passer du temps. On peut se retrouver entre marginaux ou dépendants», souligne-t-elle.

Ne laisser personne au bord de la route

Cette possibilité a été supprimée par la pandémie de Covid-19. Depuis le 16 mars, les bars et autres boîtes de nuit du pays ont fermé leurs portes. En imaginant sa réaction face à une telle problématique, Martine est persuadée que, le manque devenant toujours plus fort, elle se serait dirigée vers une situation plus complexe encore. «Je serais certainement partie vers une grande ville, dans un squat par exemple», avoue-t-elle. Se cacher pour vivre sa dépendance. Tout en étant consciente qu'agir de la sorte est encore plus risqué.

Pour les professionnels de l'addiction, cette situation doit à tout prix être évitée. Depuis le début de la crise sanitaire, pour que cette dernière n'aggrave pas la réalité des personnes dépendantes, ils s'adaptent en permanence aux consignes édictées par la Confédération, afin de lutter contre la propagation de la pandémie de coronavirus tout en

lieux a évolué: «L'aspect lieu de vie est limité. Les gens viennent désormais y chercher une prestation spécifique, que ce soit un endroit pour consommer leurs substances, du matériel stérile (disponible en quantité suffisante), un repas ou une douche, avant de repartir, alors qu'habituellement ils peuvent y rester des heures, ce site faisant office de lien social.»

«Nous récoltons actuellement les adresses des usagers de notre centre, afin de pouvoir, le cas échéant, leur livrer à domicile du matériel stérile, des repas ou simplement pour prendre de leurs nouvelles»

SERGE LONGÈRE, DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION PREMIÈRE LIGNE, À GENÈVE

ne laissant personne au bord de la route. «Nous devons favoriser le lien, pour que ces personnes se sentent moins seules et soutenues. Elles ont besoin d'avoir des contacts car le risque de rechute ou de rupture est très élevé», appuie Thomas Urben, membre de la direction d'Addiction Valais.

Pour ne pas casser ce lien social, les permanences sont toujours accessibles, mais par téléphone. Les portes des locaux d'injection de Lausanne et de Genève sont toujours ouvertes, mais leur limite d'accueil a été revue à la baisse pour respecter les normes d'hygiène, notamment une distance de deux mètres entre les personnes. On y privilégie le «mode injectable», dont les risques sont plus élevés pour les usagers, et on a déplacé à l'extérieur l'espace dédié aux drogues qui se fument.

La nécessité des locaux d'injection

Matthieu Rouèche, le directeur de la fondation Accueil à bas seuil (ABS), qui accompagne les toxicomanes et gère notamment le local d'injection de Lausanne, reconnaît qu'avec la pandémie la raison d'être de ces

A Genève, la réalité est la même. Depuis la fenêtre de son bureau, Serge Longère a la vue sur le local d'injection, que gère l'association Première Ligne, qu'il dirige. Ce mercredi, aux alentours de midi, il aperçoit une vingtaine de personnes. Preuve de la nécessité de ces centres. «Il faut à tout prix éviter la clôture de ces institutions, car elles sont nécessaires aux usagers», insiste Dominique Schori, collaborateur scientifique auprès de la Centrale nationale de coordination des addictions. Nécessaires sur le plan de leur dépendance, mais pas seu-

Préparation d'un éventuel confinement total

«Nous fournissons également un travail conséquent d'information au sujet de la crise sanitaire que nous traversons, en délivrant des messages simples, comme l'importance de garder ses distances ou de l'hygiène des mains, à une population qui n'a pas toujours le moyen de s'informer», indique Matthieu Rouèche. Le directeur de la fondation ABS précise que ses collaborateurs sont également là pour «apaiser les inquié-

tudes et les angoisses» des usagers du local d'injection lausannois.

Mais, on le constate depuis le début de la période de crise, la situation et les mesures édictées par le Conseil fédéral peuvent évoluer rapidement. Et, si un confinement total devait être décrété par les autorités, l'utilité de ces centres serait drastiquement réduite, les usagers ne pouvant plus s'y rendre. Les associations actives dans le milieu des dépendances s'activent donc pour préparer cette éventualité. «Nous récoltons actuellement les adresses des usagers de notre centre, afin de pouvoir, le cas échéant, leur livrer à domicile du matériel stérile, des repas ou simplement pour prendre de leurs nouvelles», indique Serge

Comme pour la majorité des Suisses, la vie courante des personnes dépendantes est ébranlée. Elles ont notamment perdu leur réseau ou leurs points de rencontre. Et l'effet domino veut que l'impact de la pandémie sur leur quotidien se répercute sur celui de leurs proches. Pour Addiction Suisse, «il est certain que les enfants de parents dépendants ou les partenaires de personnes concernées vont souffrir d'autant plus dans un temps de confinement. Ils n'ont même plus l'école ou la possibilité de s'évader pour souffler».

Une possible rupture de stock

Aux quatre coins de la Suisse romande, nos interlocuteurs nous confirment que le marché de la drogue n'a pas encore été impacté par la pandémie. La disponibilité des produits est toujours assurée, même s'il y a eu, selon Marc Hämmerli, le responsable du Centre d'accueil Contact de Bienne, «quelques jours où un manque de marchandise s'est fait ressentir, mais dès le lendemain la disponibilité était de nouveau assurée».

Mais tous craignent la rupture de stock, car le marché de la drogue, qui est mondial, pourrait souffrir de la fermeture des frontières, liée à la pandémie de Covid-19. Cet effondrement pourrait se produire dans les semaines à venir. Avec son lot de

– aue l'on retrouve déjà sur le marché, notamment en ce qui concerne l'héroïne, selon les retours que Serge Longère a pu obtenir – et donc de moins bonne qualité, ce qui est d'autant plus dangereux, ou des consommateurs qui, en l'absence du produit dont ils dépendent, se tournent vers d'autres substances, comme le cannabis ou l'alcool, ce qui entraîne d'autres complications sanitaires. «La consommation devient plus risquée, car les usagers ne connaissent pas ces substances et tous les effets qui en découlent», souligne Matthieu Rouèche.

conséquences: des produits coupés

ion Les produits de substitut

L'addiction en Suisse Selon les der

EN CHIFFRES

Selon les dernières statistiques de la Confédération, qui datent de 2016, quelque 250 000 personnes sont dépendantes à l'alcool en Suisse Concernant les drogues, 7,3% de la population de 15 ans ou plus a fumé au moins une fois du cannabis durant les 12 derniers mois et 0,7% a consommé de la cocaïne, dont le marché pourrait représenter 5 tonnes par année, selon une étude réalisée, en 2016 également, dans le canton de Vaud. La consommation d'héroïne, elle, concerne moins de 0,1% de la population, mais représente entre 1,8 et 2,5 tonnes par année. LT

Les produits de substitution comme solution?

Mais ce n'est pas tout. «La raréfaction du produit entraînera également des décompensations», appuie Serge Longère. L'heure est donc à la prévention pour les associations, qui doivent faire comprendre aux consommateurs que la possibilité que le manque devienne réalité est grande. Mais comment agir? Par la communication. «Nous devons expliquer aux usagers qu'il faut se préparer à un futur manque et que cela peut passer par le fait de démarrer un traitement médical de leur addiction, via des produits de substitution», insiste Marc Hämmerli.

Tous nos interlocuteurs évoquent les produits de substitution comme le meilleur moyen de surmonter la crise, lorsque les substances viendront à manquer. Mais seuls les usagers peuvent décider de se diriger vers cette solution. «C'est leur liberté de se tourner, ou non, vers les médecins spécialisés, pour qu'ils leur en prescrivent», appuie Marc Hämmerli de la fondation Contact.

Mais tout cela ne sera valable qu'à la condition que la rupture de stock soit effective. Car «les capacités d'adaptation des filières illégales sont bien plus grandes que celles des filières normées», rappelle Matthieu Rouèche. Il n'est donc pas impossible que le marché de la drogue, lui aussi, fasse preuve d'imagination et d'adaptation face à la pandémie de Covid-19, afin d'en souffrir le moins possible.